

Mémoire du chapitre Montréalais de Game Workers Unite

**présenté à la commission sur les finances et l'administration
en vue de la consultation prébudgétaire 2021**

22 Août 2020

Nous sommes le chapitre Montréalais de Game Workers Unite (GWU), une organisation internationale dont le but est de promouvoir et faciliter l'organisation et la syndicalisation des travailleu·ses·rs de l'industrie du jeu vidéo. GWU Montréal intervient pour aider les travailleu·ses·rs Québécois·es dans les contextes de campagnes de syndicalisation, d'éducation au droit du travail, et de communication entre organismes et syndicats au sein de l'industrie. Notre approche de la défense des droits des travailleu·ses·rs est intersectionnelle, et nous estimons que le droit du travail est un pilier primordial des luttes antiracistes, antisexistes et anticoloniales; ainsi que dans les luttes contre les formes d'oppression et marginalisation en général. Notre chapitre compte une quarantaine de membres actifs.

GWU Montréal supporte le mouvement international contre les violences policières, dont le SPVM partage la responsabilité. Le SPVM a une tendance documentée au recours à la violence, qui lui a valu l'attention du Comité des Droits de l'Homme de l'ONU, de la ligue des Droits et libertés et d'Amnesty International au fil des années. Il utilise son budget, entre autres, pour se fournir du matériel destiné à des utilisations militaires, qu'il retourne contre les habitants de Montréal comme l'ont montré les altercations récentes entre police et manifestants. Les événements des dernières années, que ce soit ici au Québec, ou aux États-Unis et en Europe, démontrent que la police est vecteur de violence et brutalité; le SPVM est coupable d'une brutalité qui cible en particulier les minorités raciales et les communautés autochtones. (["Les Noirs, les Autochtones et les Arabes davantage ciblés par le SPVM"](#) - Metro, 7 octobre 2019)

En revanche, les données statistiques indiquent que la police se montre incapable de répondre de façon appropriée aux urgences telles que les abus sexuels et les violences conjugales. (["Violence conjugale: vaut mieux se taire"](#) - La Presse, 27 octobre 2010)

Pour ces raisons, **nous appelons la ville de Montréal à définancer le SPVM**, et utiliser les fonds ainsi libérés pour des initiatives communautaires qui adressent les problèmes à la source de façon pérenne, sous la direction des communautés concernées, sans recours à la brutalité. Le budget de 665 millions de dollars du SPVM représente un potentiel considérable s'il vient à être redistribué vers des initiatives locales appropriées pour adresser les problèmes que l'intervention policière ne peut résoudre. Beaucoup d'organisations existent déjà à Montréal pour apporter de l'aide aux habitants démunis de la ville et aux victimes d'injustices systémiques, tout en opérant avec des budgets modiques ou en volontariat par manque de moyens. Une modeste part de 0.04% du budget du SPVM représente \$266,000 - l'impact positif d'une telle distribution sur ces organisations serait colossal.

GWU Montréal seconde les demandes de la coalition pour le définancement du SPVM, qui s'appuie sur les 5 axes clefs résumés ci-après:

- **Définancement** - couper immédiatement **au moins 50%** du budget du SPVM

- **Désarmement et démilitarisation** - bannir le port d'armes pour les agents de police, y compris les armes dites "non létales", euphémisme utilisé pour des armes mutilatoires et potentiellement mortelles; démanteler les unités de police militarisées.

- **Décolonisation** - investir dans les modèles autochtones de justice, autonomiser les communautés autochtones et autres communautés opprimées, telles que les communautés noires, dans la réponse aux offenses commises au sein de leurs communautés.

- **Réinvestissement** -

- dans des programmes créés et gérés par les communautés pour prévenir les torts, supporter les initiatives de justice transformative, dans une approche intersectionnelle adaptée aux axes d'oppression croisés qui concernent chaque communauté;
- dans la création et subvention d'équipes de service non armées et indépendantes de la police pour répondre aux crises liées à la santé mentale, l'utilisation de drogues, à la circulation routière, aux violences sexuelles, aux infractions juvéniles et aux cas de personnes disparues;
- dans des programmes et services pour réduire le recours à la criminalité dans les communautés opprimées, tels que les programmes récréatifs publics, programmes de logement social, etc.

- **Décriminalisation** - décriminaliser l'usage de drogues, le travail du sexe, et le statut VIH, et éliminer les escouades du SPVM visant des communautés marginalisées par ces biais; retirer la police des programmes scolaires et sportifs et cesser les patrouilles dans les parcs publics et espaces de rassemblement; mettre fin à la surveillance de l'immigration et la collaboration entre le SPVM et les agences de services frontaliers du Canada.

Nous vous invitons à lire les 10 exigences de la coalition pour le définancement de la police en détail sur le site web dédié: defundthespvm.com/notre-mission